



3 Décembre 2020 : « Les Invisibles se sont faits entendre ! »

Les Rencontres Nationales du Travail Social en Lutte, soutenues par la Fédération SUD Santé Sociaux et les syndicats qui les ont rejoints, CGT, FSU, CNT ont mobilisé dans toute la France.

Fortement décidés à se faire entendre, les « Invisibles », les exclus, les trahis du Sécurité ont donné de la voix ce 3 Décembre.

Plus de 50 initiatives locales, réparties sur tout le territoire, réunissant des salariés, des étudiants et toutes celles et ceux se réclamant du travail social et médico-social, syndiqués et non-syndiqués, soutenus par les organisations syndicales, ont dénoncé leurs conditions d'étude, de travail et les conditions d'accueil et de prise en charge des populations les plus fragilisées.

Ensemble elles-ils ont clamé leurs revendications.

Pour SUD :

- Un salaire net minimum à 1700€.
- Une augmentation immédiate des salaires pour l'ensemble des personnels soignants, techniques, administratifs, de la santé, du social et médico-social de 400€ net mensuel, qu'ils-elles soient de la FPH, du privé lucratif comme non lucratif.
- Une carrière avec évolution linéaire et sans barrage pour tous-tes les agent-es et salarié-es de la santé, du social et du médico-social dans le public comme dans le privé.
- La reconnaissance sans condition en maladie professionnelle de tous les personnels de santé et d'action sociale atteintes par le covid-19.
- L'arrêt de la déréglementation sur le temps travail rendu possible par le protocole d'accord du « Sécurité de la santé » et la baisse de temps de travail pour nos métiers pénibles.
- Un plan d'embauche massif pour l'hôpital, pour les EHPADs et pour toutes les structures du social et du médico-social. Stagiairisations et titularisations rapides dans la FPH et des CDI dans le privé.
- Le changement de financement de l'hôpital, du social et du médico-social avec la fin de la T2A.
- Ouverture de centres de santé publics, avec une médecine salariée, au plus proche de la population.

- Un système de protection sociale unique, uniforme et universel, assuré à 100% par la Sécurité sociale, avec une gestion démocratique par les représentant-es des travailleuses et travailleurs.
- La fin de la marchandisation de la santé, du social et du médico-social au profit d'un grand service public.

A Paris, près de 600 personnes étaient réunies devant le Ministère de la Santé et de la Solidarité.

Malgré une météo venteuse et pluvieuse, toutes et tous ont donné de la voix. Les slogans ont exprimé tout à la fois la colère et la détermination de cette première journée d'action qui en appelle d'autres.

Une délégation constituée de représentant des Rencontres Nationales des Travailleurs Sociaux en Lutte, de SUD, de la CGT, de la FSU, a été reçue par Sébastien DELESCLUSE, (directeur du Cabinet d'Olivier VÉRAN), Jérôme JUMEL (Chef de service, adjoint à la Directrice générale de la cohésion sociale), David SOMBRIÉ (Sous-direction sur les projections sociales et des territoires).

Se faire entendre et comprendre, tel était notre leitmotiv lors de cette rencontre. L'augmentation demandée n'est que le rattrapage de 20 ans de la perte de salaire par rapport à l'augmentation du coût de la vie. Plus d'effectifs, plus de moyens, plus de salaire, l'ouverture de places pour le privé. Nous avons été écoutés mais la réponse est sinistre avec la nomination récente de Michel LAFORCADE pour faire un état des lieux et se positionner sur les secteurs oubliés du Sécurité. Une fois de plus les réponses apportées se dédouanent sur d'autres personnes, on se moque de nous, continuons à nous faire entendre.

Décidé-e-s à ne pas en rester là, des réflexions, des concertations sont déjà en cours pour construire et réussir la poursuite de la lutte jusqu'à la victoire.

